

**6 janvier 2015**

## **La production alimentaire mondiale : pillage impérialiste et arme stratégique**

L'organisation mondiale Via Campesina, porte-étendard des paysans et des fermiers de gauche, oppose un modèle d'agriculture à la polluante et énergivore agro-industrie sous le vocable de « souveraineté alimentaire » à ne pas confondre avec ni autarcie alimentaire ni avec l'agro-industrielle souveraineté alimentaire spécialisée de l'Union des producteurs agricoles (UPA) québécoise. La « révolution verte », qui a mondialisé le modèle agro-industriel propre aux pays impérialistes, a certes causé une croissance phénoménale des rendements des sols et de la force de travail mais ce fut au prix d'une forte pénétration de l'agriculture par l'énergie fossile (mécanisation, engrais, pesticides, transport), tant et si bien que cette agriculture apparemment rentable a quand même un bilan énergétique fort négatif — selon un article du Scientific American (janvier 2012), il faut aux ÉU 10 unités d'énergie fossile pour produire une unité d'énergie alimentaire — et une contribution tout aussi négative en terme d'émissions de gaz à effet de serre (GES), sans compter un apport faramineux d'eau qui à maints endroits du monde vide les rivières et les nappes phréatiques.

La FAO évalue que l'agriculture industrielle est responsable de 12% des GES mondiaux mais Greenpeace estime qu'au niveau mondial l'agriculture est la source d'entre 17 et 32 % de toutes les émissions de GES si on inclut la déforestation pour l'élevage et la culture de plantes de même que la fabrication des intrants, la transformation de la production primaire et le transport. Finalement, elle épuise les sols qu'il faut de plus en plus engraisser artificiellement et elle favorise la concentration de la propriété étant donné l'intensité de capital requis.

La révolution verte a dissipé son potentiel d'efficacité tout en révélant son coût écologique et social. En témoigne la flambée des prix alimentaires mondiaux en 2008 et son cortège d'émeutes, envenimée par les coupures dans le soutien à l'agriculture des pays dépendants sous l'égide du FMI et par le nouveau marché des biocarburants. Les catastrophes climatiques de l'été 2010 ont fait grimper le prix du blé. Selon l'indice de The Economist, les prix des aliments ont augmenté de 75% de 2005 à aujourd'hui (décembre 2014). Les transnationales de l'agro-industrie voudraient soi-disant relancer une deuxième révolution verte à coups d'OGM qui rendent encore plus dépendant des intrants énergivores, auxquels il faut ajouter les semences industrialisées, tout en étant une menace supplémentaire de pollution biologique.

La réalité du succès relatif de la révolution verte s'est toujours combinée à un soutien étatique massif sous forme de subventions directes, dans les pays impérialistes et dans une moindre mesure dans les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), pour masquer la cherté implicite de la nourriture. Cette réalité a toujours été un os dans la gorge du néolibéralisme comme l'a démontré le goulot d'étranglement de l'agriculture dans toutes les négociations des traités de libre-échange. Pour la grande majorité du prolétariat mondial, la part du budget alimentaire est déterminante. L'apparence statistique contraire dans les pays du « vieil » impérialisme, à en juger par l'éventail des dépenses de consommation, vient du fait que l'agriculture industrielle y est massivement soutenue pour garder les prix bas et qu'à contrario le prix du logement est gonflé par la rente foncière ou par le duo énergivore auto-bungalow.

Comme pour son bilan énergétique, le bilan économique de l'agro-industrie est en dernière analyse négatif. Ce bilan apparaît positif, c'est-à-dire dégageant un profit, dans les pays dépendants, et jusqu'à un certain point du BRICS, parce que la force de travail paysanne y est très faiblement rémunérée, bien souvent en-dessous de sa valeur de reproduction, ce qui justifie la plupart du temps une plus grande intensité de force travail versus le capital. Cette relative grande intensité signifie un transfert de valeur de l'agriculture au secteur manufacturier, plus

intensif en capital, pour son plus grand bénéfice tout en maintenant la rentabilité de la grande propriété foncière grâce au vil prix de la force de travail et à la rente foncière. Comme au Sud le marché du travail agricole, par son importance, détermine les normes du marché du travail national, la faible rémunération et les très mauvaises conditions y sont généralisées, particulièrement dans le secteur informel souvent majoritaire, au bénéfice tant du capital nationale qu'étranger. Dans les pays du « vieil » impérialisme, comme la marginalité de la population paysanne oblige à la rémunérer au niveau du prolétariat spécialisé, c'est l'État qui, règle général, doit massivement subventionner le secteur agricole pour assurer la rentabilité, moins au profit de l'agriculture proprement dite que de celui de l'agro-industrie qui l'enserme dans ses griffes.

Ce jeu de balance contradictoire entre pays impérialistes et pays dépendants, avec les BRICS et particulièrement la Chine coincée entre les deux, s'explique par les rapports de force différenciés tant internes qu'externes, lesquels sont favorables aux fermiers des pays impérialistes vis-à-vis des paysans des pays dépendants (et des travailleurs agricoles du Nord, souvent clandestins, qui souvent viennent du Sud) et aux grandes puissances vis-à-vis des autres pays. Les lourdes subventions pour les céréales servent aux pays impérialistes, qui contrôlent largement le marché mondial, d'armes alimentaires mettant les pays dépendants les plus faibles à leur merci. Le bas prix relatif des produits tropicaux repose sur la très basse rémunération des paysans du Sud pour le bénéfice du prolétariat des pays impérialistes, ce qui le lie à l'exploitation impérialiste tout en libérant le pouvoir d'achat nécessaire au consumérisme.

Annexe québécoise :

### **L'agriculture québécoise étouffée par la dette et par les trois chaînes alimentaires**

Au Québec, la production agricole se divise entre celle pour le marché nationale soutenue par des quotas, principalement le lait, et celle pour le marché hors Québec, qui prend de plus en plus de place, principalement le porc et le soja, soutenue par des subventions. Les quotas font en sorte que la facture est directement refilée aux travailleurs-consommateurs sans passer par le budget de l'État (mais nécessite sa réglementation) alors que les cultures et élevages subventionnés sont financées indirectement par le travailleur-contribuable alors que la plus grande partie est exportée hors Québec. Pendant que la volatilité des prix mondiaux du porc favorise les « intégrateurs » qui réduisent les fermiers à la sous-traitance par manque de capitaux sans toutefois leur enlever le risque de marché, les quotas du lait, « *l'une des plus lourdes hypothèques qui pèsent sur l'agriculture québécoise* » (Rapport Pronovost), lestent de 60% la valeur marchande de la ferme laitière moyenne, ce qui handicape tant les investissements productifs que la relève.

En résulte un « *endettement sans précédent des agriculteurs* », relativement plus important de 50% qu'en Ontario et plus du triple qu'aux ÉU et qui « *a doublé au cours des dix dernières années* » (1997-2007), ce qui provoque « *la baisse des revenus agricoles* ». Cette baisse a obligé les ménages agricoles, particulièrement la conjointe, à travailler à l'extérieur de la ferme pour les deux tiers de leurs revenus afin de se maintenir à flot. Une ferme familiale québécoise endettée par-dessus la tête ne sera pas en mesure de se lancer dans une révolution agro-écologique.

Le corollaire de l'endettement est la concentration des fermes : « *Les fermes ayant des revenus de 100 000 \$ et moins, soit près de 20 000 fermes [les deux tiers des fermes existantes], génèrent [seulement] 10 % des revenus bruts globaux.* » (Michel Morisset, Université Laval). On peut être certain que les grandes fermes, qui bénéficient le plus des subventions et/ou des quotas, comme la tour de Pise, penchent du côté du statu-quo agro-industriel. La conséquence en est que l'UPA a fortement tendance à se crispier dans la défense des acquis, à freiner l'éco-conditionnalité et à ossifier la structure des plans conjoints de mise en marché qui financent ses fédérations spécialisées. Et on n'a pas encore abordé le problème crucial de l'hyper-concentration de la distribution alimentaire — trois distributeurs dont deux hors Québec contrôlent de 90 à 95% du marché — et à peine à celui de la transformation aussi passablement concentrée.

Sans une remise en cause de l'endettement des fermes familiales au bénéfice des institutions financières, avec la garantie de l'État, et de leur concentration / transformation en fermes capitalistes, de la monopolisation des industries en amont et en aval de la production agricole, et sans remise en question des modes de consommation, peu végétarien et fort en sucre, gras et sel, et d'habitation, y compris les rapports ville-campagne, on sera coincé entre le Charybde du libre-échange et le Scylla du protectionnisme. Historiquement, le recours aux coopératives dans un environnement capitaliste a été un échec. Desjardins, Coop fédérée/Olymel et Agropur participent comme les autres banques et autres fournisseurs à l'étouffement de la ferme familiale, sans compter leur anti-syndicalisme notoire.

Le seul parti de gauche québécois, Québec solidaire, promeut certes la souveraineté alimentaire, la protection des terres agricoles, les petites fermes et le soutien de la relève. Étonnamment, il reste silencieux sur l'agriculture biologique bien que l'esprit général de sa plate-forme laisse entendre qu'il la favorise. Là où le bât blesse, cependant, c'est qu'il ignore l'étranglement de la ferme familiale par la banque et par les monopoles des intrants, de la transformation et de la mise en marché, qu'il ignore la financiarisation des quotas lesquels favorisent la concentration des fermes et nuisent à l'innovation et qu'il ignore la mise au pas de la souveraineté alimentaire par les accords de libre-échange sur lesquels il entretient l'ambiguïté.

Quant à l'Union paysanne, membre québécois de Via Campesina, dont l'impact dans le monde agricole reste modeste, elle baigne dans les mêmes eaux que Québec solidaire mais en plus radical et plus concret. Elle dénonce la « *cartellisation* » facilitée par l'ensemble de la politique agricole du Québec, plus particulièrement par le système des quotas mais aussi par les plans conjoints et même par l'assurance-stabilisation sans oublier le monopole de l'UPA. Elle appelle, vaguement, à la démocratisation de la gestion agricole mais restreinte au milieu sans main tendue aux organisations urbaines. Elle semble compter essentiellement sur l'État pour contrebalancer le pouvoir de l'UPA mais sans avoir une politique de mobilisation pour l'y contraindre. Plus précisément, elle souhaite une réforme du système des quotas (plafond des prix et de la quantité par entreprise agricole), une place plus grande à la petite production hors quota et hors plan conjoint, la liberté de vendre à la ferme et par circuit court, la généralisation des subventions, avec plafonds, à toutes les fermes et types de production et l'auto-organisation de l'agriculture biologique.

**Marc Bonhomme, 6 janvier 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)